

Dans quelles mesures les actions de l'EU COM en matière de politique socio-économique et sécuritaire sont-elles de nature à favoriser le développement de l'Afrique ? Quels en sont les impacts au regard de celles, fruit des relations traditionnelles avec les anciennes puissances coloniales.

Réalisé

Dans le cadre de géopolitique :

« Le rôle des grands commandements militaires dans la géopolitique »

Directeur du séminaire : GCA RANSON (2S)

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

- 1 Les actions de l'EU COM face au continent africain sont-elles toujours profitables pour le continent africain ?**
- 2 2007_memoire_geop_actions de l'EU COM face au continent africain**
- 3 Colonel, Armée de terre, NGOBONGUE Zakaria, Tchad**
- 4 20 mars 2007-01-24**
- 5 Division D- groupe D1**
- 6 Mémoire de géopolitique**
- 7 Résumé :**

Bien que l'Afrique figure en fin d'agenda de la politique étrangère des Etats-Unis, le continent connaît depuis le 11 septembre 2001 un regain d'intérêt. Cette politique se caractérise par la poursuite de trois objectifs principaux notamment les objectifs énergétiques, sécuritaires et socio-économiques. Aussi, elle s'explique dans une large mesure par une approche géostratégique du continent selon cinq zones présentant des caractéristiques communes, que sont l'Afrique occidentale, l'Afrique centrale, l'Afrique australe, l'Afrique orientale et la corne de l'Afrique; chaque sous région étant articulée autour d'un Etat pivot :

Le Nigeria en raison de son pétrole, sa démographie et son potentiel militaire,

La République Sud africaine du fait de son partenariat économique avec les USA et son potentiel militaire,

Le Kenya pour la qualité de ses infrastructures et de son poids économique

L'Ethiopie en raison de son potentiel militaire et de sa position

La République Démocratique du Congo pour ses immenses richesses

MOTS CLES

Congressional black caucus : congrès de la cause noire

Development Fund For Africa : fonds de développement pour l'Afrique

ONU : Organisation des Nations Unies

AGOA : Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique

SHAFEF : quartier général des Forces Alliées Expéditionnaires

ETOU-COMZ : Théâtre européen des opérations ; Armée américaine, zone de communication

USFET : Forces américaines, théâtre européen

USAFE : Armée de l'Air américaine d'Europe

SACEUR : commandant Suprême des Forces Alliées en Europe

AOR : domaine de responsabilité

UCP : Plan unique de commandement

NCA : autorités politiques

NRS : Document destiné à organiser l'action américaine

National Security Act : Loi sur la sécurité nationale

DOD : Département de la Défense

SOMMAIRE

Problématique :

Dans quelles mesures les actions de l'EU COM en matière de politique socio-économique et sécuritaire sont-elles de nature à favoriser le développement de l'Afrique ? Quels en sont les impacts au regard de celles, fruit des relations traditionnelles avec les anciennes puissances.

PARTIE 1 :

Connaissance de l'Afrique et des USA

11 Connaissance de l'Afrique

12 Connaissance de la politique de l'EU COM

PARTIE 2 :

PRESENTATION DE LA STRUCTURE DE LA STRUCTURE DE L'EU COM

- 21 Genèse
- 22 Organisation
- 23 Missions
- 24 Objectifs sur le continent

PARTIE 3 :

ANALYSE DE LA PROBLEMATIQUE ET SUGGESTIONS.

- 31 Aspects positifs
- 32 Aspects négatifs
- 33 Impacts sur les relations traditionnelles avec les puissances coloniales.
- 34 Suggestions (Comparaisons des actions de l'EU COM et des anciennes puissances coloniales).

Conclusion

Annexe I

Articles et Revues

- Association POLLENS (Ecole Normale Supérieure) : Politique française en Afrique du 10 /10/2006
 - US Policy article : La politique des USA à l'égard de l'Afrique repose sur la coopération du 20/04/2006
 - Afrique-Wikipédia, l'encyclopédie libre du 07/11/2006
 - Histoire des Etats-Unis d'Amérique-Wikipédia du 02/10/2006
 - Fondation pour la Recherche Stratégique :Le regain d'intérêt pour l'Afrique « quelles conséquences militaires et stratégiques ? » du 08/12/2006
 - EU COM le Commandement en Europe(eucom.mil/french_history.asp) mis à jour le 31 Mars 2005
 - Programmes d'information Internationale (Actualité de Washington) du 06/02/2007
 - Le Monde diplomatique : Activisme militaire de Washington en Afrique du Juillet 2004(monde-diplomatique.fr)
 - Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique (africacentrter.org/Dev2Go.web?id=127799)
 - Liaison Le journal de la communauté universitaire : Université de SHERBROOKE du 09/02/2006
 - USINFO.STATE.GOV du 07/02/2007
- Negrlogie, pourquoi l'Afrique meurt par Stephen Smith paru en en Mars

Annexe II

Personnes Contactées

- LTC Michael BASSALOTTI Ambassade des USA en France
- LTC TIMOTHY MITCHEL Attaché de défense des Etats-Unis d'Amérique au Tchad mitchellTD@state.gov
- Coulibaly Jessica (CTR US NDU ACC) coulibaly@ndu.edu
- David S Macdonald, Major, US Army, TRADOC Maneuver Support LNO-France tradoc.fr.cgsc@wanadoo.fr

INTRODUCTION

L'intérêt géostratégique des Etats-Unis pour l'Afrique est relativement récent. Le Vice-président Nixon, représentant les Etats-Unis lors des festivités de l'indépendance du Ghana en 1957, recommanda, peu après sa visite, la création d'un bureau des affaires africaines au département d'Etat qui sera réalisé un plus tard. Jusqu'aux années 1990, le centre de décision en matière de politique africaine resta au Département d'Etat. Durant la Guerre froide, la politique américaine consista, autant que faire se peut, à éviter de mêler l'Afrique à l'affrontement entre les deux blocs. Cette politique avait été bien attendu, énoncée par le secrétaire d'Etat Cyrus Vance en 1977.

L'engagement direct des Etats-Unis depuis la crise d'Angola tend non seulement à s'amplifier mais également revêtir un caractère structurel. Dans la même logique, le Président Ronald Reagan, en accédant au pouvoir en 1981 affirma d'emblée sa volonté déterminée de construire un vaste consensus stratégique antisoviétique et se démarquer de la conduite de la précédente administration, jugée on ne peut plus trop velléitaire. Cette perspective relève de sa doctrine antisoviétique qu'il entend mettre en œuvre.

Dans le cas plus précis de la politique africaine des Etats-Unis ; deux questions majeures méritent d'être posées. La première porte sur l'évolution des contraintes africaines que tout acteur extérieur est tenu d'intégrer, la seconde quant elle, porte sur la spécificité de la nouvelle conduite américaine et sur l'apparente discontinuité qu'elle a pu introduire par rapport aux administrations précédentes.

La fin de la Guerre Froide allait conduire à une réévaluation de la politique africaine de Washington. D'une part, les objectifs américains à l'égard de l'Afrique consiste à soutenir et à consolider la démocratie en Afrique, à enrayer les crises minant le continent africain, à soutenir le développement économique, à lutter contre les pandémies, la destruction de l'environnement ; d'autre part qu'à partir de la fin des années 1990, la lutte contre le terrorisme s'étendait au continent africain. « *Les Etats-Unis disposent d'un sens plus aigu de l'importance stratégique de l'Afrique. Dans le Monde post-11 septembre, nous disposons d'une meilleure connaissance des menaces provenant de territoire en proie à une vacance de pouvoir* » déclarait le porte parole du Pentagone JOE CARPENTER). Cette nouvelle politique s'accompagne de la mise en cause de la notion de « *chasse gardée* ».

C'est ainsi que, dans un discours prononcé en 1996 à l'institut Sud-Africain des affaires internationales, le Secrétaire d'Etat Warren Christopher déclarait « *le temps est passé où l'Afrique pouvait être divisée en sphères d'influence ... aujourd'hui l'Afrique a besoin de tous ses amis et non pas seulement du patronage de quelques-uns* ». Le regain d'intérêt américain s'explique par trois raisons fondamentales :

- la présence d'une forte communauté noire américaine de près de 30 000 000 (trente millions) de personnes, dont les représentants au congrès s'étaient organisée sous la forme du « Congressional¹ Black Caucus » qui, en 1987, avait obtenu la création du « Development Fund For Africa » ;
- l'importance du vote des pays africains à l'ONU, où ils représentent un tiers des membres au sein d'organisation multilatérales (Groupe des 77, Banque Mondiale Ets...) ;
- la Présence de matières premières nécessaires à l'économie américaine, en particulier le pétrole, dont l'importation aux Etats-Unis devrait dans les dix ans à venir, supplanter en volume celles en provenance de l'Arabie Saoudite.

En outre, la crise en Somalie (1992-93) a précipité une réorientation en profondeur de la politique américaine à l'égard du continent noir. Il en a résulté qu'un document destiné à organiser l'action américaine « la National Security Review (NSR) », a été signé en son temps par le Président Bush peu de temps avant son départ de la

¹ Congrès de la cause noire.

présidence. La politique définie dans la NRS a été reprise dans la même optique par le Président Clinton. Le premier discours de son Conseiller pour les affaires de sécurité, Anthony Lake, fut d'ailleurs consacré à l'Afrique. Ainsi, dans le domaine de la sécurité, la NSR définissait les objectifs américains suivants :

- Garantie d'accès des forces américaines à un certain nombre de facilités aériennes, portuaires et économiques en Afrique
- Contribution au développement du respect de la démocratie et des droits de l'Homme au sein des forces armées africaines
- Collaboration à la mise en place de moyens régionaux interafricains de maintien ou de rétablissement de la paix
- Maintien d'une présence militaire limitée en Afrique à l'occasion d'entraînements et d'exercices.

Aussi, il a été constaté au début des années 2000, un certain nombre de voix se sont fait entendre pour estimer que l'importance croissante de l'Afrique dans la lutte contre le terrorisme, de la permanence d'instabilité de toutes natures ainsi que la présence d'énormes gisements de matières premières impliquaient que le Pentagone établissait désormais dans le cadre de l'UCP (Unified Command Plan) un nouveau Commandement², l'African Command (AFCOM)³ mieux à même de préparer et exécuter des opérations militaires ainsi que la coopération tant avec les ONG⁴ qu'avec l'Union africaine. Décidée dans un communiqué du 6 Février 2007, le Président Bush déclarait *« la création d'un commandement unifié des forces armées des Etats-Unis pour l'Afrique au sein du ministère américain de la défense est destiné à promouvoir la paix, la sécurité et le développement dans ce continent ; j'ai demandé au ministère de la défense de constituer ce commandement avant la fin de l'année budgétaire 2008, ce nouveau commandement renforcera notre coopération avec l'Afrique en matière de sécurité et nous offrira de nouveaux moyens d'accroître les capacités de nos partenaires en Afrique »* Il paraît cependant prématuré de spéculer sur le lieu d'implantation du quartier général d'AF COM .

² Commandement militaire

³ Commandement militaire africain

⁴ Organisation Non Gouvernementale.

Le nouvel AF COM englobera l'ensemble du continent africain à l'exception de l'Égypte qui se place sous le commandement Central. Il comprendra également les îles du Cap-Vert, la Guinée équatoriale et Sao Tomé et Príncipe, les îles des Comores, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles dans l'océan Indien.

Dans cette perspective, les forces armées américaines sont réparties entre différents grands commandements interarmées. L'UCP prescrit l'organisation à donner aux forces américaines. Il assigne les missions et les fonctions des différents commandements, structure les forces qu'ils ont à leur disposition en temps de paix et définit leur zone de responsabilité géographique.

La conception de ce plan (UCP) découle largement du document programmatique stratégique national (National Military Strategy the United States). Il définit également la structure de commandement militaire américaine qui va, des autorités politiques (National Command Authority-NCA) jusqu'aux commandants en chef des différents commandements opérationnels. Ces commandements ont un rôle opérationnel considérable qui dépend directement du Président via le Secrétaire à la Défense pour l'exécution de leurs missions. L'UCP émane de l'exécutif ; il est à ce titre signé par le Président, en tant que commandant en chef, sur proposition du Secrétaire à la Défense, dont la responsabilité est de mettre en œuvre les décisions contenues dans l'UCP qui est, aux termes de la loi organisant le fonctionnement de l'administration des États-Unis, révisé tous les deux ans à l'initiative du Comité des chefs d'État-major.

Ces commandements opérationnels sont divisés en deux catégories :

- Les commandements à vocation géographique

US Northern Command est le commandement le plus récent (2002). Sa création est intervenue après les attentats de 2001 afin d'organiser la défense intérieure

des Etats Unis (Homeland) ainsi que de ses territoires adjacents puisque sa zone de responsabilité inclut l'Alaska, le Canada et le Mexique.

US Pacific Command (Honolulu) est le plus ancien commandement puisqu'il est créé le premier Janvier 1947. Sa zone de responsabilité couvre environ la moitié de la surface de la planète (de l'ordre de 169 millions de Km²). Il s'étend des côtes ouest des Etats-Unis aux côtes Est de l'Afrique (Madagascar et les îles en périphériques de l'Est du continent africain sont du ressort bien que le quartier général de PACOM soit situé à environ 16 000 km de Madagascar) et de l'Antarctique ; il couvre 13 Etats.

US Southern Command (Miami, Floride) est créé en juin 1963, il reprend les attributions de structures préexistantes. Il couvre l'hémisphère Sud-américain des Caribes soit 32 Etats et plusieurs territoires appartenant à des puissances européennes.

Central Command ; sa zone de responsabilité s'étend sur 27 pays répartis du Kenya jusqu'au Kazakhstan et de l'Egypte jusqu'au Pakistan ; 7 pays africains sont actuellement de son ressort.

US European Command ; héritier des structures de commandement américain mises en place pour les opérations en Europe en 1944-1945

- Les commandements à vocation fonctionnelle ont pour mission de soutenir l'effort des autres commandements dans l'exécution de leurs missions de guerre :

C'est le commandement américain en charge de la transformation des forces américaines. Son titulaire est également responsable du commandement de l'OTAN.

Après avoir situé les deux continents notamment le continent africain et américain tant au plan géographique, historique, économique, politique et social ; et évoqué succinctement la structure du commandement américain, il sera opportun d'approfondir la connaissance sur la genèse, l'organisation, les missions et dans une large mesure les objectifs de l'EU COM sur le continent

africain. L'analyse de la problématique axée sur les aspects positifs et négatifs permettra de formuler quelques suggestions qui serviront d'outil d'aide à décision des responsables africains.

Partie I

Connaissance de l'Afrique et des USA

1.1 Connaissance de l'Afrique.

Rappel historique :

L'Afrique est un continent de la planète Terre qui regroupe 57 pays et territoires. Avec une superficie de 30065000 km², l'Afrique recouvre près de 20% de la surface des terres émergées. C'est le troisième plus grand continent de la terre. En 2005 sa population dépassait 912 millions d'habitants, ce qui en fait le deuxième continent le plus peuplé de la terre après l'Asie.

Aussi, l'Afrique est un continent divers, éclaté, aux héritages culturels et politiques différents. Au regard de diversités religieuses, ethniques et linguistiques ;il parait très difficile d'obtenir une cohérence africaine.

Le nom de l' (Afrique) proviendrait d'un nom de la tribu des **Afridi** qui vivait en Afrique du nord. L'autre étymologie veut qu'elle vienne du berbère « TAFERKA » : terre ou propriété terrienne, celui qui vit sur une terre est appelé « AFERKIW » ; qui a donné « AFRICANUS » en latin dont le territoire correspond à la province romaine d'Afrique. Ce nom a donné en arabe « IFRIQIYA » qui désignait jadis l'actuelle TUNISIE et aurait donné la désignation de l'Afrique dans un sens moderne.

Les frontières des Etats de ce continent sont en grande partie issues de la colonisation, ce qui explique qu'elles ne prennent que peu en compte les réalités des populations (populations frontalières). De même le regroupement de différents pays en sous-régions ou régions est utilisé dans un souci pratique que par vérité historique.

C'est le plus chaud de tous les continents car il est situé dans la zone chaude. L'Afrique est bordée par la Mer Méditerranée au nord, l'Océan Atlantique à l'Ouest, la Mer Rouge et l'Océan Indien à l'Est. On distingue généralement l'Afrique du Nord, l'Afrique Noire (appelée aussi Afrique sub-saharienne) et l'Afrique Australe.

- Afrique du nord, limitée au sud par le Sahara est habitée par les populations arabes et berbères.
- Afrique Sub-saharienne est elle-même subdivisée en trois sous régions (Afrique de l'Ouest, de l'Est et Afrique Centrale).

Afrique Australe jouit d'un climat tropical et possède le plus fort niveau de développement économique.

Aussi, elle (l'Afrique) a connu une colonisation qui s'étend de la conférence de Berlin (1884-1885) aux indépendances des années 1960 et constitue de ce fait, l'acte fondateur des actuels Etats africains délimitant de facto, leur territoire issu de la géopolitique de l'Europe.

De ce fait, l'Afrique devient alors un enjeu d'une âpre compétition entre les puissances européennes. A la veille de la première guerre mondiale, la quasi-totalité du continent était partagé entre la France, la Grande Bretagne, le Portugal, l'Allemagne et l'Italie. Ce partage avait conduit l'Europe à l'exploiter notamment dans le domaine de l'agriculture et surtout, dans les produits de base et constitué un handicap à l'industrialisation et la maintenance au stade tertiaire.

Quant aux ressources minières, elles ont été extraites à grande échelle même si les réserves actuelles demeurent énormes. Afin de faciliter ces exploitations, le choix de grandes villes et des capitales sont excentrées ; généralement en bord de mer pour des échanges commerciaux

Toutefois, il paraît important de souligner que cette colonisation a eu des impacts, humains et politiques :

Impacts humains : 50 millions d'africains sont morts ; la population n'avait pas augmenté durant la colonisation du fait des mauvais traitements, maladies, de la violence et des meurtres.

Impacts politiques : déséquilibre social entraînant la haine suite aux alliances liées avec les minorités. Cette pratique néfaste qui consiste à donner le pouvoir aux dominés conduit inéluctablement à une envie de vengeance de la part de nouveaux dominés.

Ainsi donc, ces rivalités géopolitiques de l'heure sont les conséquences de ces vieilles pratiques héritées de la colonisation. Marianne Blanchard (française) déclarait: *la colonisation n'est pas le produit d'un plan mais bien plus la conséquence du hasard et des circonstances, mêlant intérêts bien compris et universalisme des idéaux des lumières.*

1.2 Connaissance des USA

Les Etats-Unis d'Amérique sont une fédération constituée de cinquante Etats (représentés par cinquante étoiles du drapeau).

Situés en Amérique du nord et dans l'océan pacifique, quarante huit de ces Etats sont situés au sud du Canada et au nord de Mexique.

Washington est la capitale fédérale du pays avec un statut spécial. D'autres territoires ont des statuts spécifiques, notamment des Etats (anciennes colonies) qui ne sont pas

de la fédération, mais qui sont intégrés : les SAMAO américain GUAM, les îles Mariannes du nord, Porto rico et les îles vierges américaines.

Ces Etas sont composés de plus de trois cent millions d'habitants (données D'Octobre 2006).

Rappel historique

Le territoire actuel des Etats-Unis fut d'abord occupé par les indiens d'amerique qui étaient divisés en tribus et parlaient plusieurs centaines de langues différentes, avec des nombreuses cultures. Ils ont laissé peu de traces de leur présence, surtout pour les peuples nomades. Il convient de noter que ces premiers habitants furent décimés par les épidémies (variole, rougeole) maladies importées par les pionniers et par les conflits avec ces derniers (guerre indienne).

Au 16è et 17è Siècle, les premiers contacts avec les européens principalement espagnoles au Sud, anglais au à l'Est et français au Nord et dans la vallée du Mississipi ; constitueurent un choc de culture.C'est le continent qui exploita la traite négrière afin de développer notamment les plantations de coton du Sud mais aussi pour le développement des structures. Le premier établissement anglais fut établi en 1607 à Jamestown, Virginie puis de nombreuses colonies furent établies le long de la cote Est (Plymouth, Boston, Salem, Williams Bourg). Les colons britanniques conquirent la moitié des possessions françaises, doublant ainsi leur superficie. Treize des colonies britanniques proclamèrent leur indépendance le 04 Juillet 1776 face à la Grande Bretagne (déclaration d'indépendance). Ils adoptèrent la constitution des Etats-Unis d'Amérique en 1787 la première du monde occidentale. Ces deux textes sont donc fondateurs de l'identité américaine.

L'esclavage et les problèmes économiques sont les facteurs déclanchant la guerre de sécession en 1861 qui n'ont pas empêché les EtatsUnis de se développer grâce à l'immigration et l'industrialisation tout au long du 19é Siècle.

De ce fait, ils deviennent au 20é Siècle la première puissance mondiale (surtout après la seconde guerre mondiale) malgré les échecs comme la guerre de Vietnam qui traumatisa la société américaine.

Depuis la fin de la guerre froide et dislocation de l'URSS, les Etats Unis sont aujourd'hui la seule super puissance mondiale, notamment militaire.

Au plan politique, le pays est constitué de cinquante Etats fédérés disposant d'une pleine souveraineté dans plusieurs domaines notamment la fédération. Les Etats sont une République Fédérale présidentielle bicamériste⁵. Les trois pouvoirs à savoir (législative, exécutif et judiciaire) s'exercent dans un cadre séparé. La politique américaine repose sur trois piliers fondamentaux que sont : la république, la démocratie et le fédéralisme.

Le Président et le Vice –Président sont élus ensemble pour quatre ans, au suffrage universel indirect. Chaque Etat est représenté par son collège de grands électeurs dont le nombre est approximativement proportionnel au nombre d'habitants de l'Etat en question. Pour autant, le paysage politique est largement dominé par deux partis : Le Parti républicain et le parti démocrate.

S'agissant de la géographie, ces Etats partagent 12034 Km de frontières :

- 8893 km avec le Canada (dont 2477 km avec l'Alaska)
- 3326 km avec le Mexique
- 29 km avec Cuba (base navale de Guantanamo)

Sa superficie est de 9 631 417 km².

Cependant, son économie est basée sur le système d'économie de marché et, est la plus puissante du monde ; avec un produit intérieur brut qui s'élève à 12760 milliards de Dollars en 2005. Le secteur le plus dynamique est l'informatique, l'aérospatiale, la santé et l'industrie d'armement.

A cet égard, plusieurs atouts expliquent la puissance de l'économie entre autres ; l'immensité du territoire doté en ressources minières et agricoles, le cosmopolitisme

⁵ Système qui comporte deux pouvoirs législatifs

de la population caractérisant deux types de culture : la culture élitiste⁶ et la culture populaire. La première est peu connue et la seconde rayonne dans le monde entier grâce au cinéma, à la musique et à l'Internet.

Le relief et le climat sont très variés. Le relief à une organisation méridienne ; d'Est en Ouest, on rencontre :

- Une plaine côtière le long de l'océan atlantique
- La chaîne des Appalaches peu élevée
- Une vaste plaine (Grands lacs, plaine de Mississipi, Grandes plaines)
- Les montagnes rocheuses
- Des vallées étroites (vallée centrale de Californie)
- Une chaîne côtière le long de l'océan Pacifique

Tous les climats sont représentés aux EtatsUnis du plus froid (climat polaire en Alaska) au plus chaud (Vallée de la mort), du plus humide (Nord-Ouest, état de Washington) au plus sec (climat aride et désert de l'Ouest américain).

Les Grands Lacs représentent ensemble une superficie de 250 000 km², soit la moitié de la superficie de la France métropolitaine.

Partie II

Présentation de l'EU COM.

2.1 La genèse

Bien que les quartiers généraux de commandement des forces des EtatsUnis (HQ USEUCOM) ont été officiellement créés le premier Août 1952, leurs activités peuvent être considérées comme une évolution prenant son départ sur le théâtre

⁶ Politique visant à la formation d'une élite

Européen des opérations (ETO) pendant la seconde guerre mondiale. Ce processus a été ensuite façonné par le début, la montée en puissance et la fin de la guerre froide.

Il transparaît de souligner qu'à la fin de la seconde guerre mondiale, les troupes américaines étaient sous doubles commandements (américain et britannique). Le contrôle des opérations était assuré par le (Quartier Général des forces alliés expéditionnaires) « SHAEF » sous commandement américain et britannique. L'administration et la l'approvisionnement relevaient de la responsabilité du « Théâtre Européen des opérations, Armée américaine, Zone de Communications (ETOUSA-COMZ). Le Général Eisenhower assurait alors le commandement à la fois de SHAEF et ETOUSA-COMZ qui, deux semaines plus tard changent de nom et deviennent « Forces américaines, Théâtres des opérations, (USFET) » le 1^{er} Mars 1946. Les composantes du commandement de l'US FET étaient les suivantes : la septième armée de terre (US Army), l'Armée de l'Air (anciennement l'Armée de américaine Stratégique en Europe) et les forces navales en Allemagne.

En effet, le National Security Act (NSA, loi sur la sécurité nationale) de 1947 a été conçu pour fournir au commandement stratégique, des forces armées et de leurs opérations sous commandement unifié regroupant l' Armée de terre, Armée de l' Air, et de la marine. De cette initiative, le département de la défense vu le jour en 1949.

Il convient de relever que la première tentative de création d'un commandement commun en Europe eut lieu le 15 Mars 1947 lorsque le commandement en Europe (EUCOM) a remplacé l'USFE. (Forces américaines, théâtres européen) dont le but était de remettre la responsabilité de la conduite des opérations militaires terrestre, navales et aériennes à un seul commandant (le Général Eisenhower ; le Président d'alors Harry S. Truman a donné ainsi au Général Eisenhower l'autorité sur toutes les forces américaines sur le terrain.

De 1952 à 1986, les composantes du commandement de USEUCOM acquirent une grande indépendance opérationnelle en termes de logistique, planification et administration.

Les quartiers généraux de l'USEUCOM ont été provisoirement ouverts à Frankfort en 1952 ou ils restèrent deux ans durant. En 1954, les HQ USEUCOM furent délocalisés à « Camp De Loges » dans la banlieue Parisienne et y restèrent jusqu'au retrait de l'OTAN et des Forces américaines de la France en 1966. Ils déménagèrent le 15 Mars 1967 à Patch Barracks à Stuttgart en Allemagne.

2.2 L'Organisation

L'EU COM est un commandement opérationnel composé de l'Armée de terre (Army), de l'Air (Air Force) de la marine (Navy Force) et de troupe de marine (Marine corps). C'est l'un des « neuf Unified Combatant » dépendant du département de la Défense (DOD)

A cet égard, la chaîne de commandement se décline de la manière suivante : du Président des Etats-Unis vers les commandements des opérations unifiées en passant par le secrétaire d'Etat à la défense. Le chef d'Etat-major américain a pour mission au sein de la chaîne de commandement de transmettre aux commandements opérationnels les ordres de sa hiérarchie. Il constitue à cet effet le seul commandement opérationnel régional doté d'un quartier général déployé en dehors des Etats-Unis. Son commandant a une double responsabilité puisqu'il assume également le rôle de commandant en chef des alliés de l'Europe (SACEUR) dans la hiérarchie de l'OTAN.

Sa zone d'influence couvre 34 millions de kilomètres carrés (km²) et 91 pays qui représentent de l'ordre de 23% de la population mondiale. Elle s'étend de l'Europe de l'Ouest en Est (jusqu'à la Sibérie) et vers le Sud, 42 pays africains, c'est-à-dire la plus grande partie des Etats membres de l'UA (Union africaine) à l'exception de ceux placés dans la zone de responsabilité du CENT COM (Egypte, Soudan, Ethiopie, Erythrée, Somalie, Djibouti, et Kenya).

Depuis un certain nombre d'années, EU COM qui dispose à son quartier général d'une cellule chargée des affaires africaines, accompagne les initiatives américaines intéressant les questions de défense et de sécurité de l'Afrique à savoir :

- L'African Contingency Operations Training and Assistance Program(ACOTA) qui accompagne l'initiative du département d'Etat (Global Pace Operations Initiative –GPOI) vise à entraîner les forces armées africaines en vue de conduire des opérations de soutien à la paix sur le continent ;
- La Trans-Sahara Counter Terrorism Initiative (TSCI) a pour objectif d'aider à améliorer les capacités des forces de sécurité interne , contrôler les frontières et lutter contre les activités illégales et le terrorisme. La TSCI reprend, en l'étendant à d'autres pays,les programmes lancés dans le cadre de la Pan Sahel Initiative qui concernait le Mali,la Mauritanie, le Niger et le Tchad ; et inclut désormais la Tunisie,l'Algérie,le Maroc, le Sénégal,le Ghana et le Nigeria. Ce programme a été lancé avec un exercice organisé en Juin 2005 auquel avaient participé outre les Etats-Unis (800 hommes), neuf pays du Sahel ou limitrophes avec 2000 (deux mille) hommes.
- L'opération « Enduring Freedom – Trans Sahara » représente la composante militaire américaine de la TSCI. Dans ce cadre, les Etats-Unis montent des exercices avec des contingents africains pour contrôler au mieux les espaces sahéliens.

A ces initiatives s'ajoutent celles qui sont du ressort du CENT COM, par exemple la mise sur pied, après le 11 septembre, de la Combined Joint Task Force- Horn of Africa(CJTF-HOA), destinée à contrôler la corne de l'Afrique à partir de différents points d'appui dont le plus important est le camp Lemonnier à Djibouti, hébergeant plus d'un millier de *Marines* ainsi que le quartier général(QG) de la CJTF-HOA.. A

cette fin, un accord des installations utilisées par les américains à Djibouti a été conclu en Juillet 2006 pour une durée de cinq (5) ans.

2.3 Les missions.

A la fin de la seconde guerre mondiale, les missions principales de l'Eu COM étaient destinées à soutenir le Commandement Allié Suprême en Europe et promouvoir la politique américaine dans les domaines de responsabilité indiqués (AOR : area of responsibility).

Cette politique connaîtra une évolution liée aux événements notamment la guerre de Golf en Asie du Sud-ouest et les attentats du 11 septembre qui modifieront grandement les objectifs initiaux. C'est à cette fin (nouvelle donne), que l'EU COM s'est assigné non seulement des missions dans le seul souci de garder des forces prêtes à conduire des opérations unilatérales, mais également de travailler avec des partenaires alliés et au sein de la coalition ; guerre d'Irak , au Moyen-Orient (opérations Désert Storm et Northern Watch), dans les Balkans (opération Force Guardian et AmberFox et la guerre mondiale contre le terrorisme (opération Enduring Freedom). De plus, il renforce la sécurité transatlantique par son soutien à l'OTAN et continue de promouvoir la stabilité régionale et le développement des intérêts américains en Europe, en Afrique, au Moyen-orient et en Russie au travers de multiples programmes de partenariat pour la paix ; en mettant un accent particulier sur le volet militaire et des opérations de maintien de la paix, d'instauration de la paix.

Au cours des cinquante dernières années l'EU COM a soutenu plus de deux cent (200) opérations et déployé des efforts en termes humanitaire entre autres, les catastrophes naturelles, évacuation des citoyens américains des zones en crise, du combat ou à des opérations de contingence au maintien de la paix et des opérations anti-terrorisme et de protection sur son terrain. Les opérations en (Irak en 2003) ont débouché sur les objectifs bien définis.

La vision du commandement est donc :

- Europe, un partenaire mondial
- Une Afrique autosuffisante et stable
- Un Moyen-Orient plus vaste et en paix
- Un EU COM transformé et expéditionnaire
- Des organisations de sécurité régionale compétentes

2.4 Les objectifs

L'Afrique est un sous-continent délaissé, ne figurant guère dans les priorités de la politique américaine alors que les EtatsUnis sont souvent soupçonnés de vouloir fonder leur diplomatie sur le développement de leur propre industrie de l'armement et de leur politique énergétique ; ils paraissent de plus en plus intéressés par l'Afrique Sub-saharienne où les réserves prouvées d'hydrocarbures augmentent sans cesse. Certes, ce regain d'engouement n'est pas sans lien avec la politique pétrolière des EtatsUnis. La Secrétaire d'Etat adjointe aux affaires africaines Me Frazer déclarait *« le continent africain traverse une période captivante et les indicateurs politiques et économiques sont plutôt positifs et le Président Bush coopère avec des partenaires africains pour relever les défis de la mondialisation en répandant la liberté et la prospérité »*.

Toutefois, il importe de noter que les hydrocarbures ne sont pas les uniques motivations en Afrique ; ils s'appuient aussi sur un ensemble de techniques de pénétration multiformes et souvent complexes, incluant l'influence socio-économique, religieuse, linguistique et culturelle, mais aussi l'aide économique et militaire.

Ils y appliquent une méthode d'influence globale et innovante ; pariant sur le potentiel de développement à long terme de ce sous-continent. Ils y ont de moins en moins de concurrence européenne pour les contrer et doivent y devancer une Chine dont l'avènement attendu nécessitera de nombreuses ressources naturelles quelles n'a

pas en quantité suffisante mais qui se trouvent en Afrique-Sub-saharienne ; l'exemple du Soudan où elle possède une influence politique, économique et géopolitique quasi importante l'illustre fort si bien. Mme Frazer déclarait : *le principe directeur de la politique du Gouvernement des Etats-Unis à l'égard de l'Afrique demeure la coopération et non le paternalisme du passé (...) les pays africains font partie des puissances stratégiques d'aujourd'hui.*

Si la lutte contre le terrorisme pourrait justifier à elle seule la mise sur pied de l'AF COM (Africa Force Command), d'autres facteurs notamment les renforcements de la présence des intérêts chinois en Afrique mettent en exergue cette possibilité. Ceci est d'autant plus évident que 130 000 ressortissants chinois séjournent en Afrique. Par ailleurs, de 2000 à 2004, le volume des échanges entre l'Afrique noire et la Chine a été multiplié par trois (3). Cependant, cette dernière semble devenir le troisième partenaire commercial de l'Afrique talonnant les Etats-Unis, la France ; l'éparpillement des efforts entre différents commandements.

Partie III

Analyse de la problématique

3.1 Aspects positifs

L'engagement des Etats-Unis en Afrique tend à s'intensifier au regard de disponibilité et d'immensité du terrain vierge que lui offre les sociétés africaines. Cet engagement se manifeste dans un espace géopolitique allant de l'Afrique Australe jusqu'à la corne de l'Afrique en passant par l'Afrique Centrale. Toutefois, cet objectif permanent s'ajuste aux contraintes régionales qui varient selon les modalités pratiques variantes.

C'est ainsi que l'affirmation du jeu américain s'est d'une part caractérisé notamment par la politique africaine concertée, orientée vers l'accélération de la décolonisation en Afrique Australe en constituant le groupe des Etats de la ligne de front, et le

Nigeria considéré comme acteur hégémonique de la diplomatie africaine ; et d'autre part la crainte d'une potentielle insertion de l'URSS dans les espaces africains au nom de libération du continent (slogan des anciens dirigeants d'alors).

Cette politique se veut de s'appuyer sur l'influence de certains pays africains notamment le Nigeria afin de tirer avantage du développement des ressources pétroliers dont ils en sont liés par une double dépendance. A cet effet, il faut saluer cette stratégie d'ensemble outre, qu'elle a connu un succès indéniable et accru sa crédibilité politique

La traduction africaine de ce déploiement diplomatico-stratégique des Etats Unis est manifestement la signature en Août 1980 d'un accord américano-somalien, prévoyant la livraison d'armes en échange de l'utilisation de facilités aériennes et navales.

Dans ce cas de figure, la militarisation de l'aide américaine répond à l'effort entrepris pour se doter d'un réseau de facilités navales et aériennes situées à proximité du Golf Persique. En vue de concrétiser sa volonté, le Gouvernement américain avait débloqué pour la Somalie 54,4(cinquante quatre millions quatre cent mille) dollars, somme dédiée à l'entretien et le développement des facilités aéronavales dont ils disposent.

Un coût équivalent a été débloqué aussi au Kenya voisin dans le même souci à la seule différence que son éloignement géographique de la zone conflictuelle leur rendait la tâche extrêmement difficile. Néanmoins la ville d'Embakasi (Kenya) est mise à contribution ; leur permettant de disposer des facilités aériennes où il y a la présence permanente des instructeurs américains rescapés d'une tentative de Putsch avorté au Kenya (1982).

Le déploiement de ce dispositif s'explique par la volonté stratégique de construire une base militaire à Diego Garcia destinée à appuyer un déploiement des forces. Aussi, cette vision politique des Etats-Unis est définie et conçue dans un cadre bureaucratique associant la mission américaine aux résolutions des Nations Unies.

Cet état de fait explique naturellement le dispositif de conquête du terrain concédé par l'URSS dans le tiers monde. En même temps, Washington a joué un rôle

prééminent dans le règlement du conflit en Afrique Australe et a contribué au développement d'une dynamique destinée à hâter l'indépendance du Zimbabwe. Cette volonté est démontrée par le souci et la détermination à refuser l'irréversibilité des gains soviétiques dans cette région.

Ils contribueront par voie de conséquence sur le plan financier et logistique à l'envoi par exemple (des contingents zairois et nigériens sous couvert de l'OUA, chargés de d'assurer la relève des troupes libyennes au Tchad en 1983).

Une autre opportunité leur est offerte, l'aggravation des fragilités économiques africaines justifiant leurs recours croissants aux institutions financières internationales soumises à l'influence américaine (FMI).

Si le résultat des objectifs que se sont fixés les Etats-Unis en Afrique, à savoir la démocratie et les réformes économiques, est variable ; les ressources consacrées à l'Afrique sont importantes. C'est ainsi qu'en 2005, ils (USA) ont fourni 1,5 milliards de Dollars d'aide alimentaire à l'Afrique ; de plus, l'aide humanitaire et au développement est passé de 1,4 milliards en 2001 à 4 milliards en 2006.

Au plan militaire, les Etats-Unis déploient des efforts considérables en Afrique Orientale et la corne de l'Afrique, au Sahel, en Afrique Australe, en Afrique Occidentale (pays alliés). L'objectif fondamental est d'optimiser les ressources limitées en fusionnant plusieurs programmes de coopération sécuritaire en un seul effort synchronisé et général. A cet effet, des programmes cohérents d'assistance militaire notamment ACOTA (African Contingency Operation Training Assistance), (Trans. Sahara Counter Terrorism Initiative) sont mis en oeuvre en vue de moderniser les capacités des forces africaines en leur permettant de maintenir le niveau de qualification et de préparation militaire.

Il vise également à élargir son champ à des actions de type « imposition de la paix », conformément au chapitre VII de la charte des Nations Unies. Le premier à été installé au Nigeria en 2003. L'ancien Attaché militaire des Etats-Unis le Colonel

Victor Nelson déclarai : « *c'est un moyen bon marché d'assurer la formation de cadres. Même des pays ayant peu de ressources peuvent avoir recours à nos centres de formations. IL s'agit en fait de rassembler des gens pendant une quinzaine de jours pour des exercices de guerre, ce que les militaires américains du XXI^e siècle font déjà* ».L'intérêt politique et militaire des Etats-Unis pour l'Afrique s'est considérablement accru, les visites successives du Président Georges W. Bush au Sénégal au Nigeria ,Botswana, Ouganda et en Afrique du Sud en juillet 2003 puis celle du Secrétaire d'Etat Colin Powell au Gabon et en Angola l'illustrent si bien. Cette série de voyage sera suivie par celle du Général Charles F. Wald, commandant adjoint de l'EU COM dans dix pays à savoir le Gabon, le Ghana, l'Algérie, le Nigéria, l'Angola, l'Afrique du Sud, la Namibie, Sao-Tomé-Et-Principe, le Niger, et la Tunisie

Outre ces programmes, une quarantaine de africains participent à un autre programme spécifique destiné aux officiers (programme international de formation dans le domaine militaire et de l'éducation : IMET), qui avait formé en 2002 plus de mille cinq cents officiers.

Aussi,Washington avait participé indirectement a une opération militaire menée par quatre pays du sahel (Mali, Tchad, Niger et Algérie) contre un groupe (Groupe salafiste pour la prédication et Le combat : GSPC), considéré comme une organisation terroriste soupçonnée d'être liée à Elqaida. Cet engagement indirect est suivi par la livraison et le déploiement des moyens considérables, dans le cadre d'un programme d'assistance militaire « Initiative Pan-Sahel (PSI) » est financé à hauteur d'un montant de six millions cinq cent mille (6,5millions) dollars ; et 100 (cent) millions de dollars ont été consacrés au contrôle des frontières, à la lutte contre la contrebande, aux services de police et à l'échange d'informations en Afrique de l'Est. De plus, quelques deux cent tonnes de matériels divers ont été acheminés dans la région par un pont aérien a partir de la base aérienne de Rota, en Espagne. Quant à la base de la Royal Air Force de Mildenhall et Lakenheath, elle a vu sa contribution se limitée aux moyens aériens de protection mis gracieusement à la disposition des

pays concernés. Aussi, retenons que l'ACRI a organisé la formation de plusieurs bataillons africains dont l'effectif s'élève à mille hommes environ ; il s'agit des pays suivants : Sénégal, Ouganda, Mali, Malawi, Ghana, Bénin et Cote d'Ivoire. Ce programme avait bénéficié de 30 000 000(trente millions) de dollars.

Le PSI est un outil de la guerre contre le terrorisme et a beaucoup renforcé les liens dans la région que nous avons largement ignoré par le passé, et notamment entre l'Algérie et le Mali, le Niger et Tchad, Nous disons depuis longtemps que, si la pression devient trop dure pour les terroristes en Afghanistan, au Pakistan, en Irak et ailleurs, ils trouveront de nouveaux endroits où travailler, et les régions du Sahel et du Maghreb font partie de ces endroits avait déclaré le Col Victor Nelson .

Quoique l'ACRI (African Crisis Response Initiative) soit une création du Secrétaire d'Etat américain, la coordination des moyens militaires relèvent de l'EU COM. Des sociétés privées spécialisées dans le secteur sont mises à contribution. Il n'est pas perdu de vue, l'enseignement dispensé au profit des responsables politiques, associatifs, ou chefs d'entreprise dans l'université nationale de défense du Pentagone.

Au delà du soutien apporté aux pays africains, les Etats-Unis se propose de créer un commandement africain visant à assurer la coordination de sa politique de défense et jouer un rôle d'interlocuteur militaire unique du continent contrairement aux différentes structures telles que la CIA ou le département d'Etat. Faut-il le souligner que le continent africain relève présentement de trois (3) commandements distincts ayant à leur tête des généraux de Corps d'Armée. Le découpage est structuré de la manière suivante : la corne de l'Afrique est sous le commandement du Cent Com appelé aussi l'US Central Command. Madagascar et les des océans Indien sont de la responsabilité du Pacific Command, tandis que le reste du continent est sous l'autorité de l'EU COM. En 2005, l'Initiative Pan Sahel a connu une amélioration en termes de

compétence et devient l'Initiative Trans-Saharienne de lutte contre le terrorisme (TSCTI) comme indiqué ci-haut.

Ce programme s'appuie sur les résultats positifs de l'Initiative Pan Sahel, réalisé début 2004. Cette initiative permet d'augmenter l'assistance grâce à une détection et une réponse à la migration des menaces asymétriques dans la région. Elle peut également contribuer au maintien de la sécurité en développant une capacité de prévention des conflits au stade embryonnaires et maximiser la nécessité d'investissement en mettant bien entendu en place, des réformes dans le seul but d'aider ces pays à devenir autonomes.

Toujours du point de vue soutien ; Donald Rumsfeld EX secrétaire d'Etat américain à la défense, avait lors de sa tournée en Tunisie et Maroc dressé un bilan en déclarant que *la Tunisie, le Maroc et l'Algérie géraient chacun leurs affaires intérieures de telle que la possibilité d'une présence d'Al-qaida devient extrêmement faible ; ils ont fait des avancées considérables et montré leur capacité de gérer avec succès le problème lié au terrorisme.*

A cet effet , le soutien aux organisations de sécurité régionale et sous régionales n'est pas perdu de vue. L'EU COM a intensément travaillé avec l'UA (Union Africaine) et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS) afin de développer la capacité de réaction régionale face aux crises. De ce fait, l'ECOWAS demeure un partenaire privilégié de la stabilité régionale.

Si le nouveau commandement est jugé nécessaire par les autorités américaines, il pourra dans une large mesure se justifier aussi par l'augmentation des importations pétrolières.

Au vue des intérêts commerciaux de la superpuissance en Afrique, il y a lieu de constater que les hommes d'affaire américains ont décidé d'investir dans le secteur pétrolier à hauteur de 1% du commerce américain (33 milliards de dollars).

Afin de faciliter ce commerce avec les pays africains, les Etats-Unis ont mis en place l'AGOA (Loi sur le commerce et les investissements en Afrique), système qui permet aux pays africains de profiter d'avantage tarifaire et de quota pour exporter leurs produits notamment les textiles africains vers les Etats-Unis. Trente-sept des quarante huit pays que comptent l'Afrique Subsaharienne remplissent aujourd'hui les conditions requises pour bénéficier de l'AGOA.

Une autre initiative fondée sur la stimulation du secteur privé est la Société du millénaire (MCC), « novateur et bien conçu » permettant de faire des dons aux pays qui ont la volonté d'instituer des mesures de libération commerciale. (5 pays à savoir Madagascar, le Benin, le Cap-Vert, le Ghana, et le Mali sont concernés par cette mesure). L'accord passé avec le mali par exemple, porte sur un programme de 460 millions de Dollars sur cinq ans visant à réduire la pauvreté et à stimuler la croissance économique en soutenant des projets d'irrigation, d'amélioration de l'aéroport et de création d'une zone industrielle.

Outre qu'elle est la zone où les intérêts directs américains sont plus importants sur le continent, l'Afrique Australe offre deux atouts majeurs :

- Dans cet espace économique régional où sont concentrés 60% de l'investissement américains en Afrique, 40% du PNB de l'Afrique Subsaharienne et 70% de son produit industriel ; les coûts de l'engagement sont jugés inférieurs aux gains escomptables au moyen terme.
- Au plan diplomatique, le gouvernement américain bénéficie du soutien de la politique régionale. Cette disposition favorable lui avait permis d'obtenir en son temps le retrait des forces cubaines stationnées en Angola et à partager le pouvoir avec l'UNI TA (à titre d'exemple).

En 2004 le Président Bush avait fait voter un amendement en prolongeant ce régime avec l'Afrique Sub-Saharienne jusqu'en 2015. A cet effet, sept mille (7000) produits peuvent pénétrer sur le territoire américain sans taxes. Les exportations africaines dans ce cadre, ont connu une croissance considérable de l'ordre de 54% dont le montant s'élève à quatorze (14) milliards de dollars, croissance due aux produits pétroliers. C'est un régime bénéfique pour le continent au regard de la largesse qui est accordée.

Ce succès leur servira de modèle suffisamment fort pour prôner la politique de libre échange, leur soutien au secteur privé et à la croissance économique .Dans cette optique, ils ont largement accru leur aide au développement. Un accent particulier a été mis sur le volet sanitaire ; 15milliards (15 000 000 000) de dollars sont accordés au Fond Mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose, le Paludisme et bien d'autres maladies ; ces sommes entrent progressivement dans les caisses des économies africaines.

Dans cette perspective, l'EU COM poursuit ses efforts dans la région des Grands Lacs notamment en Ouganda, où il dispose d'infrastructures sur la base d'Entebbe et du Rwanda qui sont des partenaires protégés de Washington.

Aussi, il paraît important de souligner que la République Démocratique du Congo dont la stabilité est déterminante et sine quoi non pour la sécurité régionale est amenée à devenir un point d'appui majeur de l'action des Etats-Unis dans la région. Ils ont soutenu la transition politique, économique en raison de ses riches ressources naturelles notamment les manganèses pour la production de l'acier, le cobalt et le chrome qui sont indispensables dans le domaine aéronautique, le vanadium, l'or, l'antimoine, le fluor auxquels il faut ajouter les diamants industriels.

Cette gamme des matières premières tente l'Hyper puissance à consentir des investissements très importants. Précisons que la RDC et la Namibie possèdent à eux seuls 50% des réserves mondiales de cobalt ; 98% des réserves de chrome sont localisés au Zimbabwe et en Afrique du Sud qui possède outre le chrome, 90% de réserves de métaux du groupe (platine, palladium, rhodium, iridium et osmium).

Le Secrétaire à l'énergie M. James Schlessinger déclarait lors du quinzième Conseil mondial de l'énergie « *ce que le peuple américain a retenu de la guerre du Golf, c'est qu'il est plus facile d'aller botter les fesses des gens du Proche-Orient que faire des sacrifices pour limiter la dépendance de l'Amérique* ».

3.2 Aspects négatifs

Si les objectifs américains visent à préserver davantage leurs intérêts immédiats en Afrique, il n'en demeure pas moins que celle-ci (l'Afrique) ne se préoccupe à la recherche de la solution durable aux contradictions de ce continent.

Outre l'assistance militaire qu'ils reçoivent (pays africains), sont devenus les bénéficiaires privilégiés du système (Security Support Fund) destiné à promouvoir la stabilité économique et politique où leurs intérêts de sécurité priment sur toutes autres considérations. Mais l'accroissement de ce soutien sélectif s'effectue de plus en plus incohérent au détriment des projets de développement.

C'est ainsi qu'à la fin du premier mandat de Ronald Reagan, l'assistance de sécurité à l'Afrique (assistance militaire et fonds de soutien économique) avait représenté la moitié globale destinée au continent, alors qu'elle en constituait seulement 28% en 1981. Cet effort de rationalisation de l'aide américaine peut ressembler contradictoire aux difficultés économiques croissantes rencontrées tant par les Etats de la corne que par le reste des pays africains.

Il apparaît cependant parfaitement congruent, avec l'effort d'ajustement des engagements économiques aux intérêts politiques directs des Etats-Unis. Il correspond en d'autres termes à la réduction de la contribution américaine aux institutions financières spécialisées dans les crédits à taux préférentiels.

L'exemple du Président kenyan Moi illustre fort bien ce aspect qualifié on ne peut plus négatif de cette vision politique des Etats-Unis. Dès 1980, alors que les Etats-Unis s'empressaient d'annoncer la signature d'un accord avec le Kenya, le ministre kenyan des affaires étrangères laissait entendre que son pays n'avait aucunement l'intention de concéder des bases à des puissances étrangères. Tout navire disposera de droits de mouillage à Mombassa (y compris les navires soviétiques)

De plus, ce soutien suscite une préoccupation majeure notamment à propos de la zone grise sahélienne, *une zone considérée comme de non droit, surtout dans le contexte actuel de surenchère entre Rabat et Alger* a souligné une chercheuse à l'institut français des relations internationales (IFRI) Khagan Mohsen-Finan.

Toutefois, il y a lieu de se rendre à l'évidence que même si les risques terroristes sont instrumentalisés par les pouvoirs en place, ils demeurent une réalité. Le Maroc exprime une crainte de voir les éléments du Front Polisario grossir les hordes d'éléments incontrôlés qui se déplacent dans le Sahel.

L'Algérie quant à elle, redoute de l'irréductibilité du Groupe Salfiste pour la prédication et le combat « GSPC » s'y installé également.

Aussi, force est de constater que la Somalie a été autant que faire se peut au centre des décisions américaines. Cette politique impitoyable vis-a vis de ce pays n'est pas déterminée par la présence de supposés terroristes d'Alqaida à Mogadiscio, mais par des considérations géopolitiques et l'existence de ressources minières considérables dans cette région frappée par la pauvreté.

C'était la question fondamentale en 1993, lorsque 20 000(vingt mille) troupes américaines furent envoyées en Somalie dans une guerre non déclarée, mais déguisée en mission « humanitaire » contre les seigneurs de guerre somaliens. Cette intervention américaine a provoqué la mort des centaines de civils innocents tombés sous le feu des hélicoptères des forces américaines à Mogadiscio qui suscita la réaction vive de la population tout entière de la ville. Les factions hostiles ont été temporairement mises à contribution mettant ainsi les Etats-Unis dans une situation quasi difficile (atteinte du point culminant).

En plus de sa localisation géographique critique, la Somalie a de l'uranium, du minerai de fer de l'étain du gypse, de la bauxite, du cuivre, du gaz naturel et d'énormes réserves potentielles. Des dizaines de millions d'acres auraient été alloués à quatre géants américains de pétrole (Conoco, Philips, Amoco et BP) dans les dernières années précédant la chute du Président Siad Barre. Il ne fait aucun doute que ces sociétés souhaitent vivement regagner leurs intérêts.

C'est un pays stratégiquement situé dans la corne de l'Afrique, dominant les corridors marins de la mer rouge et du Golf d'Aden, les corridors clés entre le Moyen-Orient et l'Afrique constituent un espace de prédilection des pétroliers du monde, particulièrement les pétroliers européens et chinois. La Somalie possède la cote la plus longue d'Afrique, s'étendant du Kenya au sud jusqu'à Djibouti au

nord (base imposante de l'armée américaine). Cette opportunité avait suscité en son temps, un climat conflictuel amenant ainsi le Gouvernement somalien à prendre des décisions radicales

Plus récemment en Février 2001, TotalFina a signé une entente avec le Gouvernement de Transition afin de faire la prospection pétrolière dans l'Océan Indien. Cet état de fait poussa le Premier Ministre Gedi à émettre un avertissement aux sociétés étrangères, leur demandant de faire cesser toute signature de contrat d'exportation pétrolières avec des responsables locaux. IL affirme par conséquent que de telles ententes étaient invalides. Notons que ces aspects ont influé sur les relations favorablement bien établies avec les anciennes puissances coloniales.

3.3 IMPACTS SUR LES RELATIONS TRADITIONNELLES AVEC LES PUISSANCES COLONIALES.

Les actions des Etats-Unis en Afrique suscitent dans une large mesure un climat d'inquiétude des Gouvernements européens. Il est cependant moins question de pétrole que de la nécessité de mettre fin aux conflits régionaux et à la corruption, d'encourager la protection des droits de la personne, de l'amélioration des systèmes d'éducation et des systèmes de services sociaux. Aussi, cette attitude repose sur la volonté américaine de vouloir répartir les tâches en tenant compte des liens historiques. L'exemple le plus frappant est celui de Djibouti où la France et les Etats-Unis se sont, en termes géopolitique répartis la Zone avec des visions différentes. L'un défendant ce que l'on peut appeler « pré carré », et l'autre assurant la sécurité des voies de communication des Hydrocarbures qui transitent par cette zone (route de prédilection pétrolière) d'où, il y a risque des rivalités (Djibouti)

Les représentants du continent africain s'emploient à penser que la politique américaine face à l'Afrique a été rendue possible grâce aux facteurs fondamentaux notamment la dévaluation du Franc CFA en 1994 (interprétée comme un lâchage politique en Afrique), le processus de démocratisation effective entamée dans de nombreux pays, entraînant inéluctablement une réduction entre autres de l'engagement français, un désengagement matériel, diminution du budget depuis dix ans et diminution importante du nombre de coopérants et d'experts. Ce constat se traduit par un affaiblissement de la légitimité française auprès des africains. A cela s'ajoutent les déceptions suscitées par le raidissement de la politique d'immigration française, la régionalisation des conflits et l'internationalisation de leur gestion sont les traits les plus visibles, le culte de statu quo politique qui consiste à maintenir les dictateurs, que le discours de « La Baule » n'a pas fondamentalement modifié.

Faisant l'analyse de cette étude, l'on peut s'interroger sur les impacts des actions de l'EU COM face au continent. Cette interrogation appelle quelques remarques particulières notamment la méconnaissance de l'Afrique, le manque de coopération permanente qui se caractérise par l'absence considérable des compagnies tournantes dans le cadre de formation militaire (mode d'action inadéquat). Il faut aussi relever que les unités ayant subi de formation et possédant des équipements livrés par l'EU COM sont laissées sans aucun processus de suivi. Cet état de fait ne garantit en aucune mesure l'efficacité.

Aussi, Les Etats-Unis pensent que l'occident n'est pas le seul à pouvoir résoudre les problèmes africains, étant donné que l'Afrique constitue à ce jour le continent le plus agité en termes d'insécurité, de pandémie et de pauvreté.

3.4 Suggestions

Afin de pouvoir résoudre tous les problèmes auxquels sont confrontés les Etats africains ; il sera opportun de suggérer aux Etats- Unis une politique d'approche préalable et indispensable avec les différents gouvernements. Cette politique permettra non seulement de mettre à disposition des moyens nécessaires à la

formation mais également d'assurer le bon suivi des unités formées dans le cadre de lutte contre les grands banditismes, le terrorisme et par voie de conséquence, optimiser la gestion de multiples crises, entre autres la criminalité transfrontalière.

Les unités Antiterroristes formées dans le cadre du programme établi dans plusieurs pays africains, ont perdu la réactivité du fait du départ hâtif des formateurs américains. Cette situation en est la parfaite illustration et, est de nature à saper les efforts de coopération que souhaitent promouvoir les Etats-Unis. L'exemple des anciennes puissances coloniales (Europe pour la majeure partie) avait bâti sa coopération sur une base bien structurée aussi bien au point de vue économique, social, culturel et surtout politique.

Leurs forces installées en Afrique par exemple, sont réparties en Zones dont la mission principale est d'appuyer les pays africains à se prendre en charge au plan sécuritaire. Le soutien à la création et l'organisation des forces en attente réparties chacune dans quatre (4) sous régions notamment la CEEAC, CEDAO, IGAD et la SDADC est la parfaite illustration.

Elle (Europe) doit cette réussite à la connaissance parfaite du continent au regard des expériences de plusieurs dizaines d'années de colonisation. Le Premier Ministre français M. de Villepin devant l'Assemblée nationale en Juin 2003 déclarait : *l'engagement de la France repose sur une triple conviction. D'abord, l'urgence des situations ; près de la moitié des Etats africains sont aujourd'hui en guerre. Ils conjuguent des menaces anciennes et des menaces nouvelles, ce qui crée bien sûr pour l'ensemble des régions de l'Afrique des menaces importantes. Il ne pourra y avoir de progrès durables en Afrique qui ne prennent en compte à la fois le développement, la démocratie et en même temps la paix. L'Afrique est une chance pour la France. Elle élargit à la fois notre horizon et notre ambition sur la scène internationale. C'est vrai sur le plan diplomatique, c'est vrai sur le plan économique et c'est vrai sur le plan culturel.*

CONCLUSION

Les faiblesses structurelles dans le domaine militaire et politique, le trafic des armes et la volonté d'accroître les approvisionnements pétroliers et gaziers auxquels s'ajoute la situation sécuritaire sous-tendent dans une large mesure la stratégie du Gouvernement américain. Nonobstant ces ressources naturelles, la politique américaine vise à promouvoir la Coopération régionale avec les pays africains et les organisations sous-régionales de sécurité, et à agir en coordination avec les pays Européen déjà présents.

Cette stratégie se résume en deux axes fondamentaux : d'une part, l'accès illimité aux marchés-clés, aux sources d'énergie et autres ressources énergétiques et, d'autre part la sécurisation militaire des voies de communication, notamment pour permettre l'acheminement des matières premières vers les Etats-Unis. Aussi, elle traduit la volonté de mettre un accent particulier sur l'initiative et les mesures préventives, plutôt que de rester campé sur une position défensive conçue pour la guerre froide.

La véritable réorientation de la pensée américaine commença en 2001, lorsque le groupe Développement de la politique énergétique nationale identifia le Golf de Guinée en particulier, et l'Afrique Subsaharienne en général comme région stratégique de livraison des importations américaines de pétroles .

Cette politique suscita plusieurs accords portant sur une collaboration de lutte contre le terrorisme mais aussi à des affaires juteuses (des visites au plus haut niveau). C'est ainsi que les investissements projetés par les firmes américaines sont estimés dans le secteur énergétique, à 50 milliards de Dollars américains.

Aussi, les Etats-Unis ont convenu avec des nombreux pays africains ; des points d'accès pouvant offrir aux forces armées américaines, en cas de crise ou de conflit, une ouverture pour l'application des mesures militaires.

Ce faisant, les nombreux enjeux auxquels font face les Etats-Unis d'Amérique amènent ces derniers à diversifier leurs zones d'influence. Ainsi, les nombreux atouts du continent africain appellent alors naturellement les Etats Unis à s'y déployer.

Dans cette optique, la création d'un commandement unique (AF COM) permettra d'assurer une approche plus efficace et plus intégrée que ne le fait la division actuelle de l'Afrique entre les différents commandements. Son fonctionnement est prévu en fin Novembre 2008 et aura à sa tête un chef militaire de haut grade et de même rang que les autres commandements régionaux.

Pour ce faire, le Président Bush a indiqué que les dirigeants africains seront consultés quant à la manière dont ce commandement pourra réagir face aux défis. De plus, il est prévu une consultation des anciennes puissances coloniales.

En définitive, l'on peut affirmer que c'est l'odeur du pétrole et non pas la menace terroriste en territoire africain (même dans les zones instables) qui est le véritable facteur expliquant le changement de la donne politique des Etats-Unis sur le continent.

Annexe III

<i>Table de matières</i>	<i>Pages</i>
Introduction	8 – 13
Partie 1 : connaissance de l’Afrique et des USA	13
1.1 Connaissance de l’Afrique rappel historique	13 – 15
1.2 Connaissance des USA rappel historique	15 – 18
Partie 2 : Présentation de l’EU COM	18 - 24
2.1 La genèse.....	18 -20
2.2 L’organisation.....	20- 22
2.3 Les missions.....	22-23
2.4 Les objectifs.....	23-24
Partie 3 : Analyse de la problématique	24
3.1 Aspects positifs.....	24-32
3.2 Aspects négatifs.....	32-35
3.3 Impacts sur les relations traditionnelles avec les puissances coloniales	35-36
3.4 Suggestions.....	36-37
Conclusion	38-39

